NON
au racisme
à l'antisémitisme
Extrême droite :
l'imposture
sociale !
la cgt

L'extrême droite, sous une apparence pseudo-sociale
pro-capitaliste, de division et de haine, en totale op

Représentation des salarié·es dans l'entreprise

L'extrême droite a une profonde aversion envers les syndicats et les représentant·es des travailleur·ses et propose des amendements pour augmenter le nombre de salarié·es à partir duquel des obligations (représentation du personnel, informations...) sont imposées à l'employeur. Il ne manquerait plus que la main-d'œuvre bon marché puisse être représentée et se défendre !
Ainsi, les député·es RN ont proposé un amendement visant à interdire la présence d'étranger·es au sein des instances représentatives du personnel (IRP) et à limiter le droit de vote des travailleur·ses précaires aux élections professionnelles. Leur modèle reste le corporatisme historique et ils ne manquent pas une occasion de critiquer les mouvements de grève, cognant régulièrement sur notre organisation syndicale.

Les salaires

L'extrême droite dit soutenir celles et ceux réclamant une augmentation des rémunérations par le biais des salaires et non par des primes. Mais toute l'argumentation ne tourne qu'autour de l'intérêt du patronat. Les propositions concernent un allégement des cotisations sociales payées par les employeurs, une défiscalisation des heures supplémentaires... En d'autres termes, une diminution du salaire socialisé, impactant ainsi directement le calcul de la retraite, du chômage, de la Sécurité sociale... Pire, quand il s'agit d'augmenter les salaires minimaux, l'extrême droite s'y oppose d'une seule et même voix et vote contre les propositions. Ainsi, l'extrême droite a voté contre l'augmentation du Smic à 1 500 euros ; contre l'indexation des salaires sur l'inflation ; contre l'encadrement des salaires. Depuis 2017, la proposition de hausse du Smic a bien disparu des propositions affichées par la représentante de l'extrême droite lors des élections afin de charmer le patronat.

Les retraites

L'extrême droite mise sur une entrée précoce dans le monde du travail et propose la suppression des comptes pénibilité. La régulation de nos retraites, ce « *système déficitaire* », se ferait par une relance de la natalité et de la « *continuité de la Nation et de la transmission de notre civilisation grâce à notre modèle familial* ». Ce discours patriarcal est très en adéquation avec celui des bataillons anti-IVG ! Rappelons également que l'extrême droite a voté contre la revalorisation des petites retraites.

Opposition capital-travail

L'extrême droite nie tout rapport de classe et de lutte des classes, affichant le souhait de « *réconcilier les intérêts des employeurs et des travailleurs* » et caricature le féminisme en « *lutte des sexes* », le faisant passer pour une lutte de femmes contre les hommes. À leurs yeux, les féministes ne s'appuieraient que sur des considérations de « *petit-bourgeois* ».
L'extrême droite confirme par ses votes son soutien aux plus riches et en faveur du capital, votant contre le rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF), la taxe sur les superprofits, et la taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros ; contre le blocage des prix de première nécessité et la gratuité des premiers mètres cubes d'eau ; contre la gratuité des cantines et des fournitures scolaires pour les plus modestes ; contre la garantie d'autonomie à 1 063 euros.
L'extrême droite a depuis toujours clairement pris le parti du capital et non pas celui des travailleur·ses.

, propose une politique bien marquée à droite, position avec tout ce que défend la CGT.

Les services publics

Sous un affichage de défense des services publics, l'extrême droite privatise et externalise les crèches, les cantines, baisse les dotations aux écoles et oblige plusieurs associations de soutien à la vie citoyenne de fermer les portes faute de subvention.
C'est une véritable casse des services publics qui s'organise dans les programmes d'extrême droite. L'argument est de dire qu'il faut réduire les impôts sans en afficher clairement les conséquences sur le financement, la qualité des services publics, et la redistribution des richesses.
Ainsi, l'extrême droite a voté à l'Assemblée nationale contre le recrutement des sapeurs-pompiers et contre la revalorisation de leurs salaires.

Le logement

Social ? Certainement pas ! L'extrême droite veut réduire le nombre de logements sociaux et supprimer le minimum de 25 % de logements sociaux imposé aux communes. Elle souhaite également appliquer la « *préférence nationale* » (renommée « *priorité nationale* ») pour l'attribution des logements. Priorité aux citoyen·nes qui peuvent présenter une carte d'identité française, cette « priorité » se ferait donc *a contrario* des principaux critères d'affectation des logements sociaux comme le niveau de ressources, les familles monoparentales… Les élu·es d'extrême droite à l'Assemblée nationale se sont prononcé·es contre le gel des prix des loyers et contre l'augmentation des hébergements d'urgence.

La Sécurité sociale

En s'affichant en sauveuse de la Sécurité sociale, l'extrême droite ne s'attaque en rien au déficit de la Sécurité sociale lié aux exonérations et aux gels des cotisations sociales payées par les employeurs. Au contraire, il est exclu de faire payer les plus riches et les entreprises. La solution proposée serait la mise en place d'une carte Vitale biométrique et la suppression de l'aide médicale d'État (AME).

L'extrême droite est un danger mortel pour les travailleuses et les travailleurs !

L'emploi

C'est encore à coups d'allégement de « charges sociales » pour les employeurs que l'extrême droite pense favoriser le recrutement et l'emploi. Il s'agit en l'occurrence d'une politique qui permet aux patrons et aux actionnaires de s'enrichir sans pour autant faire baisser le chômage – bien au contraire. L'extrême droite propose même d'élargir les exonérations fiscales pour « les zones urbaines à dynamiser ».
Aucun soutien en faveur des privé·es d'emploi n'est proposé et ils dénoncent ces dernier·es comme étant des « *fainéant·es* » et des « *profiteur·ses* ». L'extrême droite préconise l'absence de droits au chômage après un abandon de poste, un refus de CDI après un CDD, et une réduction de ces droits pour les étranger·es hors union européenne…

Le financement

Le RN n'est pas en capacité de détailler comment il financerait la plupart des mesures qu'il porte, ni même de définir leur coût. Les propositions de l'extrême droite relèvent nécessairement de postures ou de l'incantation.

Libertés publiques

Pire qu'un État répressif, l'extrême droite est pour le développement d'un État violent avec un renforcement de la « *légitime défense* » des forces de l'ordre et l'instauration d'un « *permis de tuer* », une certaine complaisance pour les groupuscules qui mènent des actions violentes dans les réunions publiques, les manifestations, etc.

La lutte contre la fraude

Tous les maux de notre société viendraient de l'immigration, des citoyen·nes profiteur·ses et fraudeur·ses, tout en omettant délibérément de pointer du doigt les fraudes fiscales des plus riches et des patrons. Le seul but de cette théorie et de diviser les citoyen·nes et les travailleur·ses.

L'égalité entre les femmes et les hommes

Les chiffres des écarts de salaire entre les femmes et les hommes sont déniés par l'extrême droite qui invite les femmes à choisir des « *métiers mieux payés* ». Pour l'extrême droite il n'y a pas de système patriarcal.
Pire, la « *famille française* » – couple hétérosexuel, marié, avec des enfants – est considérée comme la cellule de base de l'ordre social, moral, et national. Dans cette logique, la répartition des fonctions cantonne les femmes à un rôle de mère et d'épouse qui reste au foyer. L'extrême droite soutient les « *revenus pour les mères au foyer* », or le revenu pour travail domestique assigne les femmes à celui-ci.
L'extrême droite s'est opposée au déblocage d'un milliard d'euros à la lutte contre les violences faites aux femmes.

L'extrême droite ne porte pas les revendications des travailleur·ses, retraité·es et privé·es d'emploi.

Flasher le code QR pour se syndiquer